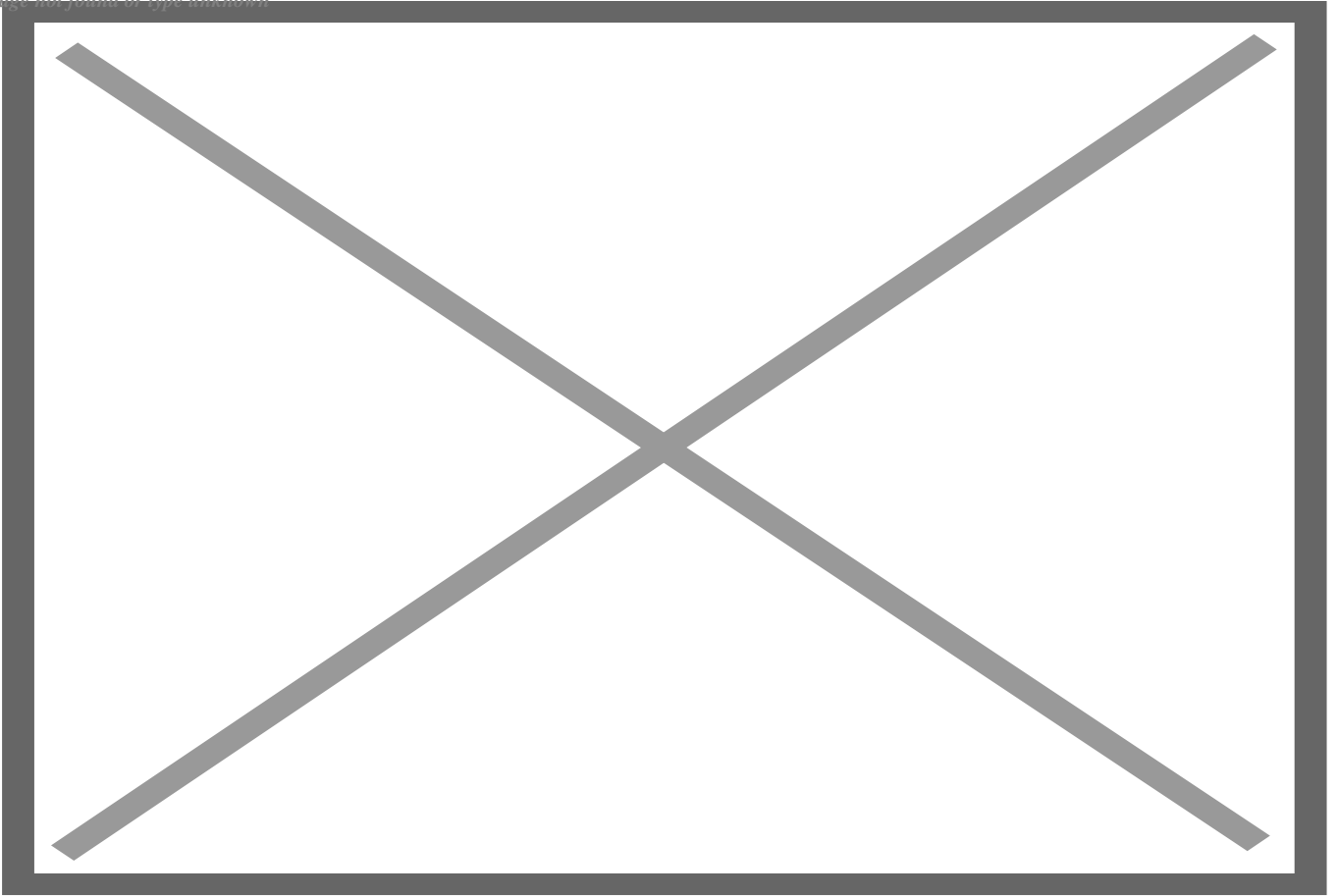


Des droits pour tous, aujourd'hui et demain

Image not found or type unknown



Par : Roberto Morejón

Les Cubains se sont rendus aux urnes dans le calme le plus total pour exprimer leur acceptation ou leur rejet du nouveau code des familles, dans le cadre d'un référendum populaire.

Il s'agit d'une législation moderne qui ajoute des concepts tels que la violence sexuelle et de genre, donne un espace à la gestation solidaire sans but lucratif et étend le droit de prendre soin des personnes âgées, des enfants et des handicapés.

Elle prévoit également la reconnaissance légale de parents multiples en plus des parents biologiques, sur la base de l'affection manifestée à un enfant par d'autres personnes.

Jamais auparavant une législation de ce genre n'avait été soumise à la volonté des Cubains, mais le référendum a été rendu obligatoire par le mandat de la Constitution approuvé par une majorité en 2019.

Ainsi, le nouveau code des familles n'a pas été rédigé à la seule discrétion du parlement mais par dérivation de la Loi fondamentale, dans la mesure où la plus grande des Antilles avait besoin de construire un régime juridique familial avec le plus grand consensus, comme l'a dit le secrétaire du Conseil d'État, Homero Acosta.

Pour approfondir cette idée, il est juste de rappeler que la loi des lois à Cuba contient un vaste chapitre consacré aux familles, dont s'est inspiré le Code, qui s'appuie également sur d'autres articles constitutionnels pour offrir davantage de droits et de garanties.

Dans ce contexte, et afin d'obtenir le plus large consensus possible, le code a été soumis à une vaste consultation populaire.

Entre la version 24, qui a été analysée dans les communautés, et la version 25, qui a été soumise à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, 48% des articles ont été modifiés.

Cependant, pendant et après la consultation populaire, la société cubaine a exprimé différents points de vue concernant les types de familles existants.

Ainsi, le nouveau Code des familles a suscité des milliers d'opinions car il représente un éventail d'affections et de désirs.

Le débat a été inévitablement teinté par la situation économique difficile de Cuba, exposée à un blocus nord-américain brutal, à un déficit énergétique et à un manque de financement, dû en grande partie aux dépenses publiques obligatoires pendant la pandémie.

Même dans ces circonstances de privation matérielle, Cuba a adopté une position courageuse, comme l'a souligné le président Miguel Díaz-Canel, en ne reportant pas un référendum visant à étendre les prérogatives de toutes les familles.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/300476-des-droits-pour-tous-aujourd'hui-et-demain>



Radio Habana Cuba